Abonnement : 1 an = 20 euros à l'ordre de **Spfc-Acip.** Paiement par carte bancaire : **https://buy.stripe.com/28o3eq3Re7RSc3C000**

ISSN 2967-2988

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard - 29 juillet 2024 - 1,50 € **N° 94**

Flamme

On ne sait pas combien les athlètes français récolteront de médailles à ces 33es olympiades des Temps modernes, dont l'ouverture a été proclamée le 26 juillet par le président Macron lors d'une mémorable cérémonie, en 12 tableaux sur 85 bateaux, devant 326 000 spectateurs privilégiés, et regardée par les téléspectateurs du monde entier, mais il y a au moins trois succès à mettre déjà au crédit des organisateurs.

Le premier c'est d'avoir livré les ouvrages olympiques dans les délais. Normal. Mais tout de même un tour de force car les défaillances d'entreprises et les problèmes techniques, par exemple d'opposition de normes françaises à celles du Comité olympique, n'ont pas manqué.

Le second, c'est celui du parcours de la flamme. Débarquée le 8 mai à Marseille, on l'a vue dans les plus grands lieux de l'Histoire de France… Un peu comme le Tour de France cycliste, le passage de la flamme a été l'occasion de belles images de promotion de sites touristiques, mais aussi de mobilisations dans des villages ordinaires ou des villes de banlieues. Partout des enfants, auxquels on avait généreusement distribué des petits drapeaux, mais aussi des adultes de tous âges, attirés par un défilé pourtant pas toujours avec les super-stars actuelles, ni des attractions extraordinaires. Ce fut l'occasion de rendre hommage à d'anciens champions et à d'autres personnes méritantes, d'exalter certes les marques sponsors mais aussi le bénévolat, la fraternité et le dépassement de soi… Le président, allemand, du Comité international olympique, Thomas Bach, estime à 5 millions le nombre de personnes qui se sont déplacées sur ce parcours. Le chiffre ne paraît pas exagéré à qui a pu assister à un de ces événements avec ses embouteillages et son ambiance bon enfant.

Troisième succès : la Grande parade sur la Seine. 22 millions de téléspectateurs en France l'ont regardée, du moins en partie, car c'était long. Il y a eu des fautes de goût allant jusqu'à la provocation. Les évêques de France ont cru devoir protester contre une parodie de la Cène. Dans les pays musulmans, certains tableaux, jugés obscènes, ont été censurés en direct. Quant à l'épisode grand-guignol avec les fenêtres de la Conciergerie où la tête coupée de la reine Marie-Antoinette chantait *« Ha ! Ça ira… »*, qui cela devait-il choquer ? Les « flots de sang » giclant à chaque fenêtre ne se retournent-ils pas contre l'image de la Révolution française, que le bonnet phrygien humanisé, mascotte des JO, est censé faire aimer ? Enfin, malgré ces dérapages diversement ressentis, malgré une pluie persistante, douchant les artistes en pleine performance

SOMMAIRE

P. 1 : Flamme. P. 2 : Vasque suspendue – Gestes barrière. P. 3 : Lectures. P. 4 : Question de regard. – TNT. P. 5 : Mérite agricole. P. 6 : Kamalamania.. P. 8 : Ma vie, mes œuvres (extraits)

et les spectateurs stoïques durant toute la soirée, les réactions des médias et de la majorité du public ont été favorables. Le directeur artistique de la cérémonie, Tomas Jolly, après deux ans de préparation dans le plus grand secret, peut pousser un soupir de soulagement. Il a assuré le spectacle grâce à l'utilisation audacieuse du fabuleux décor des quais de Seine sur 6 km, 10 500 athlètes mis en vedettes, 3 000 chanteurs, musiciens et danseurs, et quelques stars internationales, de Lady Gaga rendant hommage à Zizi Jeanmaire, à Céline Dion qui, majestueuse au premier étage de la tour Eiffel, signait un grand retour tant espéré par ses millions de fans, après une absence de quatre ans due à la maladie. On n'est pas près d'oublier les prouesses technologiques qui ont transcendé l'illumination de la tour Eiffel, grâce à 1 100 drones, ou ce ballon qui permet à la vasque olympique de s'élever à 60 m au-dessus du jardin des Tuileries et de briller dans la nuit grâce à une flamme électrique…

Pour le spectacle des épreuves sportives, il semble que les Français et les spectateurs du monde entier ne boudent pas non plus – contrairement à ce que beaucoup avaient prédit – puisqu'avec 8,6 millions de billets vendus – selon les organisateurs – on aurait battu le record des jeux d'Atlanta (8,3 millions). On verra ce que cela donne au point de vue financier. Malgré bien des inconvénients notables et parfois scandaleux, touchant les commerçants, restaurateurs et hôteliers, dans un centre de Paris verrouillé par des kilomètres de grillages hideux, ou des voies périphériques asphyxiées par la réservation de la voie de gauche aux officiels, et un métro et des bus désorganisés, la fête a donc bien commencé.

Une chose qu'on indique depuis quelques jours : le recul des délits sur la voie publique, grâce à une police très nombreuse et – en plus – aimable ! Pourvu que ça dure (si c'est vrai) et que rien ne vienne gâcher ces débuts prometteurs, confirmés dès le 27 juillet par une première médaille d'or remportée par « le sept de France » de rugby, emmené par Antoine Dupont. Et, le 28, Pauline Ferrand-Prévot, en VTT, et Léon Marchand, au 400 m 4 nages, remportaient la deuxième et la troisième médailles d'or françaises… Allons-nous connaître un de ces moments de grâce, si rares dans notre pays, semblable à celui qui avait été provoqué par la victoire de la France en coupe du monde de foot en 1998 ?

Paul Chassard

Vasque suspendue

C'est donc à bord d'une charlière que les organisateurs des jeux Olympiques de Paris ont choisi de faire s'envoler la vasque de la flamme olympique. Ce ballon à hélium de 3 500 m3 est une sorte de réplique du ballon conçu par le physicien Jacques Charles, décollant du jardin des Tuileries le 1er décembre 1783, quinze jours après la montgolfière des frères Montgolfier.

On doit la fabrication à la société française Aérophile qui fabrique ce type de ballons dans le monde dont un exemplaire existe déjà depuis l'an 2000 au parc André Citroën à Paris.

La vasque qui se trouve en dessous a été conçue par le designer français Mathieu Lehanneur avec les ingénieurs d'EDF qui ont mis au point un procédé spectaculaire pour remplacer la flamme. Le feu est fait de lumière et d'eau. L'anneau flamme est de 7 mètres de diamètre avec 40 projecteurs led pour éclairer le nuage créé par 200 buses de brumisation haute pression. La flamme est donc à 100 % électrique

Chaque soir le ballon prend son envol, relié au sol par un câble et haubané pour conserver une parfaite stabilité. Il peut s'élever jusqu'à 60 mètres, ce qui lui permet d'être vu de très loin au-dessus de Paris.

Répétons-le : contrairement aux informations qui circulent, il s'agit bien d'une charlière, du nom de son inventeur Jacques Charles, ou ballon libre ou ballon à gaz comme on en trouve près de 200 dans le monde. L'utilisation du terme montgolfière, ballon à air chaud est donc impropre.

Philippe Buron Pilâtre

Gestes barrière

En Grèce antique, la trêve olympique solennellement proclamée plaçait les cités à l'abri des agressions. Cette année en France, il n'y a pas eu de déclaration solennelle mais un simple vœu présidentiel. Ce sont les vacances qui ralentissent l'activité politique, mais les grands médias ne sont pas uniquement concentrés sur les épreuves sportives. Le sabotage d'installations de la SNCF, qui a affecté 800 000 voyageurs les 26 et 27 juillet, est la concrétisation d'une menace qui va rester latente tout au long de la période sportive. Les vives polémiques provoquées par certains tableaux du spectacle d'ouverture des Jeux s'inscrivent dans des clivages politiques et vont alimenter les débats pendant l'été. Quant aux partis politiques, ils se préparent plus ou moins discrètement à affronter les épreuves de la rentrée.

Fidèle à sa tactique, la France insoumise veut maintenir la pression. Désignée par le Nouveau Front populaire pour le poste de Premier ministre, Lucie Castets s'est rendue à Lille le 27 juillet pour inaugurer sa campagne et appuyer sa revendication. La gauche sait qu'elle n'obtiendra pas Matignon et l'agitation de terrain ne parvient pas à masquer les rivalités profondes entre les socialistes, les écologistes et les mélenchonistes. La France insoumise se distingue en appliquant une ligne pure et dure, dans la seule perspective qui compte pour cette organisation : la présidentielle, dont elle souhaite rapprocher l'échéance en obtenant la démission du président de la République.

Les amis de Jean-Luc Mélenchon continuent donc de dénoncer les opérations israéliennes à Gaza pour attirer les votes des banlieues et s'affichent en acteurs vigilants du barrage contre le Rassemblement national. Le refus de serrer la main des députés du RN illustre cette attitude, qui nie la fonction représentative : tout député, quel que soit son parti, est un législateur, qui représente la Nation par-delà son appartenance partisane.

La pureté des gestes bar-

■ **Gouvernement :** Le Nouveau Front Populaire a trouvé un candidat commun au poste de Premier ministre. Il s'agit de Lucie Castets, haut fonctionnaire actuellement en poste à la mairie de Paris où elle est en charge du Budget de la ville. Répondant aux questions de Thomas Sotto et Nathalie Iannetta, le 23 juillet lors du 20 heures de France 2, le président Emmanuel Macron a repoussé cette hypothèse au motif que le NFP ne disposait d'aucune majorité et que seule une coalition majoritaire pouvait prétendre à gouverner.

■ **Télévision :** L'Arcom n'a pas renouvelé, le 24 juillet, l'autorisation d'émettre sur la TNT nationale de C8 et de NRJ 12, leur préférant deux nouveaux projets : Ouest-France TV, porté par le grand quotidien breton, et TV réels, émanant du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky.

■ **Jeux Olympiques d'Hiver :** Les 26e JO d'hiver 2030 ont été attribués par le CIO, le 24 juillet, aux régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, à condition de recevoir, avant le 1er octobre, une garantie financière de l'État.

■ **Bourse :** Le cours d'Universal Music Group (UMG) à la Bourse d'Amsterdam a plongé de 25,62 % le 25 juillet en raison d'une progression des abonnements en « streaming » moins importante que ce que les analystes avaient prévu. Ses actionnaires Vivendi (9,98 %) et Bolloré (18,01 %) ont vu par contrecoup leurs propres cours baisser d'environ 9 % à la

ROMAN

Le chant des oiseaux

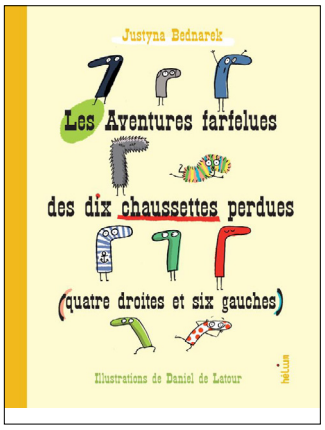
Tony Pasteur se souvient. C'était en octobre 1994, en Baie de Somme. Il avait dix ans et préparait le concours annuel d'imitateur de chants d'oiseaux. Son père était un champion dans ce domaine, le fils voulait l'égaler. Un jour, Louis Martel, un petit parisien, était arrivé dans son école et les deux gamins s'étaient liés d'amitié autour d'une passion commune : les oiseaux. Une querelle idiote les avait séparés. Trente ans plus tard, grâce à une ancienne camarade de classe, Tony et Louis se retrouvent. Le moment est venu de confronter leurs rêves d'enfant. Anne-Gaëlle Huon interroge ses héros. Qu'ont-ils fait de leur vie ? Peut-on, une fois adultes, renouer avec son passé ?

« Le Rossignol », Anne-Gaëlle Huon, Albin Michel, 304 p., 19,90 €.

JEUNESSE

Que sont-elles devenues ?

C'est toujours la même chose : la maman de Bénédicte met deux chaussettes dans la machine à laver le linge et la lessive terminée, elle n'en ressort qu'une ! À



présent elle possède une pile de chaussettes dépareillées. Où les disparues ont-elles bien pu aller ? Le plombier découvre un grand trou sous l'appareil : « les filoutes ont filé ! » s'exclame-t-il. Le mystère est éclairci. Il ne reste plus qu'à pister les évadées et vous ne le croirez pas, ces coquines ont essaimé à travers le monde. Certaines mènent une belle vie.

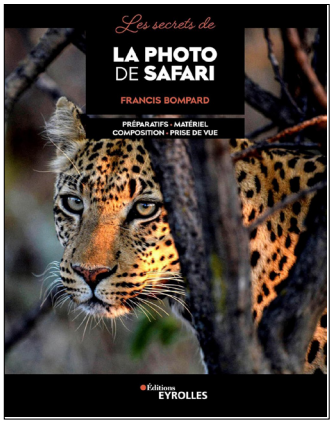
« Les Aventures farfelues des dix chaussettes perdues (quatre droites et six gauches) », Justyna Bednarek (texte), Daniel de Latour (illustrations), Hélium, 160 p., 14,90 €.

PHOTOGRAPHIE

À l'affût

Croiser le regard d'un orang-outang, suivre une lionne en chasse… ce sont là des instants inoubliables. Et encore plus si l'on rapporte des photos splendides. Francis Bompard a beaucoup bourlingué en Afrique et les safaris n'ont aucun secret pour lui. Dans ce manuel, le voyageur trouvera plein de conseils pratiques tant sur le matériel que sur l'affût (figer le mouvement, les habitudes des prédateurs, les scènes typiques…). Rester sur le qui-vive et avoir le bon réflexe sont nécessaires pour obtenir une belle image.

« La photo de safari », Francis Bompard, Éditions Eyrolles, 118 p., 23 €.



REVUE

Les livres de l'été

L'été : un moment idéal pour la lecture. Le magazine Lire présente ses ouvrages coups de cœur. Au sommaire également : un entretien avec Jussi Adler-Olsen, l'univers de Mélissa Da Costa, le portrait de Serena Giuliano, les jeunes et la lecture… Un cahier de 215 jeux (quiz, mots fléchés…) portant sur la langue française et la littérature complète ce numéro.

« Nos 70 coups de cœur », Lire magazine + supplément 100 % jeux, juillet/août 2024, 8,90 €. En kiosque.

Bourse de Paris. Vivendi a confirmé, le 22 juillet, qu'il comptait, dans le cadre de sa scission partielle en deux entités (Havas et Canal+) coter la première à Amsterdam et la seconde à Londres. Ces décisions doivent être approuvées par les actionnaires lors d'une assemblée générale extraordinaire en décembre 2024.

■ **Cyber-guerre :** L'unité de cybersurveillance du gouvernement israélien a révélé le 25 juillet que les services secrets iraniens ont créé sur Internet de faux comptes de l'organisation étudiante française d'extrême droite GUD (Groupe union défense, dissout le 26 juin dernier) pour publier des données personnelles des athlètes israéliens concourant aux Jeux olympiques, accompagnées de messages d'intimidation.

■ **Sabotages :** Le réseau SNCF des lignes à grande vitesse dans le Nord, l'Ouest et l'Est a été victime de cinq sabotages et incendies volontaires au petit matin du 26 juillet. Une revendication obscure, de tonalité gauchiste, condamne les Jeux olympiques. 800 000 voyages ont été perturbés. Le trafic a pu reprendre normalement dès le 29 juillet.
Des réseaux de fibre optique ont été coupés, entre une heure et 3 heures du matin, le 29 juillet dans 6 départements : Bouches-du-Rhône, Aude, Oise, Hérault, Meuse et Drôme.

■ **Chômage :** Le nombre de demandeurs d'emploi catégorie A publié le 25 juillet par le ministère du travail est de 3 016 400, rière sera d'ailleurs mise à mal dès la rentrée parlementaire. La France insoumise, qui veut abolir la réforme des retraites, devra compter sur les voix du Rassemblement national pour parvenir à ses fins. On lui rappellera alors qu'en 1954, Pierre Mendès-France, homme de gauche connu pour sa rigueur intellectuelle et politique, avait refusé les voix communistes lors de son investiture – qui fut d'ailleurs triomphale. Autre temps, autres mœurs.

Claudine Uzerche

Question de regard

La députée européenne LFI Rima Hassan était candidate à la troisième vice-présidente de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen au nom du groupe The Left, à la faveur d'un système qui permet à chaque groupe d'être représenté dans les instances dirigeantes à proportion du nombre de ses députés. Un système comparable à celui qui vient d'être violé au Parlement français au détriment du Rassemblement national. Car pour que cela fonctionne, il faut que les partis jouent le jeu démocratique, et votent pour leurs collègues de l'autre bord, en échange de bons procédés. Au Parlement européen, où les gens ne se connaissent pas beaucoup, du fait des nombreuses nationalités, on risque de voter sans savoir vraiment pour qui. C'est pourquoi l'eurodéputé François-Xavier Bellamy a alerté ses collègues des groupes PPE et Renew sur la véritable personnalité de la militante pro-palestinienne, en rappelant ses propos légitimant l'offensive terroriste du Hamas en Israël le 7 octobre dernier. Droits de l'homme et justification d'une prise d'otages massive et particulièrement cruelle ne font pas bon ménage. L'élection a été reportée. Les groupes de droite demandent à leurs collègues de gauche de leur trouver un candidat moins susceptible de représenter des intérêts extra-européens.

Dépitée, Rima Hassan a répliqué par des messages vindicatifs sur X, qui ont déclenché un dépôt de plainte de F.-X. Bellamy pour menace de mort. Rima Hassan a riposté en annonçant une plainte pour « diffamation publique et dénonciation calomnieuse ». Roberta Metsola, présidente du Parlement, a annoncé diligenter une enquête. Rima Hassan encourt tout au plus d'éventuelles pénalités financières, voire une interdiction temporaire de Parlement. C'est bien peu pour avoir en quelque sorte accroché une cible dans le dos de son collègue dans un contexte de terrorisme islamiste particulièrement redouté. Et la confiance que l'on peut mettre dans l'énergie de la justice française dans ces matières reste des plus limitée, pour de multiples raisons pratiques et idéologiques.

Les tweets de Rima Hassan méritent pourtant une réponse ferme : « La lâcheté qui vous anime ici est la même que celle qui est dans votre regard vide et fuyant quand je vous croise dans les couloirs du Parlement européen. Tremblez. Ce n'est que le début. » ou « Pour le moment, François-Xavier Bellamy et ses petits copains, proches du régime génocidaire israélien, dorment bien la nuit. Ça ne va pas durer. » Cette question d'intimidation par le regard, notamment, renvoie à des situations bien connues et qui, dans certains contextes, sont en effet comme un arrêt de mort.

On se souvient que le président Macron a imprudemment parlé de « guerre civile ». Ce qui est certain ici c'est qu'il y a importation d'une guerre étrangère, avec des mots et des mœurs d'un autre temps en ce qui nous concerne. Cela appelle à une contre-offensive vigoureuse, mais celle-ci est très difficile dans l'État de droit ordinaire que l'on voudrait conserver…

Frédéric Aimard

TNT

La télévision par voie hertzienne terrestre est un sujet explosif... L'Arcom, haute autorité de l'audiovisuel, a retenu, le 24 juillet, 25 candidats (sur 27) pour la réattribution des 15 fréquences nationales (sur 31 techniquement possibles) qui arrivent à échéance à la fin de l'année 2025 (Canal +, C8, W9, TMC, TFX, NRJ 12, BFM TV, CNews, CStar, Gulli, LCI, Canal + Cinéma, Canal + Sport, Planète + et Paris Première). Deux chaînes ont été recalées à cette étape : NRJ12 et C8. Cette dernière fait partie du groupe Canal +, filiale de Vivendi et donc dépendant de la famille Bolloré. Elle a été, semble-t-il, sanctionnée pour les débordements de son animateur vedette Cyril Hanouna. En revanche deux nouveaux projets ont été autorisés à négocier une des fréquences en cause, celui porté par le quotidien Ouest-France (OFTV), projet que l'on dit soutenu par le mil-

liardaire breton François Pinault, et celui proposé par l'omniprésent milliardaire tchèque Daniel Kretinsky : Réels TV.

L'Arcom a par ailleurs publié sa délibération du 17 juillet sur la nécessité de faire respecter « le pluralisme politique ou encore l'honnêteté et l'indépendance de l'information et le traitement des questions prêtant à controverse » par les médias audiovisuels publics comme privés. Des mots lourds de menace pour ceux qui ont vu l'élimination de C8 comme une déclaration de guerre contre Cnews appartenant au même groupe…

La jurisprudence du Conseil d'État interprétant les volontés du législateur en matière de médias audiovisuels, voudrait en effet que l'intérêt public, l'objectivité et la pluralité de ces médias, qui bénéficient d'une fréquence attribuée par l'État, s'analysent à l'intérieur de chacun d'eux au lieu de favoriser une diversité de médias différents les uns des autres par les opinions exprimées. Le procès fait à Hanouna est une leçon de morale pour un animateur qui a fait monter ses audiences en flattant les bas instincts de son public. On n'a pourtant, par le passé, jamais vraiment reproché à Canal + de diffuser des films pornographiques partiellement cryptés, ou à FR3 ses séries érotiques, ni sanctionné les Stéphane Collaro ou Christophe Dechavanne dont les émissions ne volaient souvent pas bien haut. Les plus anciens se souviendront de la nullité de la 5 de Berlusconi, qui avait pourtant ses pépites. Surtout, quiconque écoute, depuis des décennies, les radios dites de service public, à commencer par France Inter ou France info, n'a pu qu'être frappé par des orientations politiques marquées et univoques, avec souvent beaucoup de mauvaises foi et de vraies censures, et le recours à des « comiques » peu drôles mais méchants.

L'avocat Gilles-William Goldnadel s'est fait une spécialité de relever des exemples criants de parti pris, et il brocarde la radio de « sévice publique », confisquée selon lui par une idéologie longtemps marxiste et qui emprunte désormais aux nouvelles versions de la lutte des classes avec un vocabulaire incompréhensible, issu d'une *« French Theory »* qui nous revient des universitaires gauchistes américains.

Ce qui paraît assez clair aujourd'hui, c'est qu'il fallait faire de la place pour deux projets soutenus par des amis du pouvoir macroniste. Mais y a-t-il des téléspectateurs potentiels pour ce qui fait penser à de nouvelles versions de France 3, de Arte ou de Public Sénat et de la Chaîne parlementaire (excellentes chaînes au demeurant). La force de Cnews ou de feu (?) C8, dans un paysage audiovisuel morne et très formaté, avec leurs défauts, leur impertinence et leurs outrances blâmables, mais aussi de bonnes choses inattendues, c'est justement de faire tache. Avec des parts d'audience qui restent tout de même faibles par rapport aux chaînes historiques (2,4 % pour Cnews, juste devant sa rivale BFMTV, au maximum 10,8 % pour l'émission controversée *« Touche pas à mon poste »* sur C8). Fallait-il vraiment se montrer si sévère pour si peu ? Au risque de se monter injuste et méprisant ? Le public en décidera, n'en déplaise aux prétendues élites qui tiennent les manettes.

Annette Delranck

Mérite agricole

Créé en 1883, le Mérite agricole est une des quatre décorations ministérielles françaises existantes en dehors de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite. Emmanuel Macron a fortement réduit ses contingents annuels, en faisant une récompense recherchée.

Sa promotion du 1er juillet récompenses des citoyens français et des étrangers engagés au service de l'agriculture, de l'alimentation et de la gastronomie. Le chef cuisinier parisien triplement étoilé Pierre Gagnaire est ainsi promu au grade de commandeur, tout comme l'entrepreneur breton Louis Le Duff (Brioche dorée, Del Arte, Bridor…). La médiatique présidente du Syndicat de la boucherie de Paris, Véronique Langlais est quant à elle promue au grade d'officier.

Les anciens internationaux de rugby sont également à l'honneur puisque les néo-viticulteurs méridionaux Christian Califano et Sébastien Chabal sont fait chevaliers, de même qu'Imanol Harinordoquy, devenu restaurateur à Biarritz. Viticulteur à ses heures perdues, le comédien François-Xavier Demaison est lui aussi nommé chevalier, tout comme le dégustateur de vins Bernard Burtschy.

Parmi les récipiendaires étrangers, on peut citer le cinéaste américain Francis Ford Coppola, réalisateur du Parrain et d'Apocalypse Now, récompensé de la croix d'officier pour son activité viticole et le ministre marocain de l'Agriculture, Mohammed Sadiki, fait commandeur de l'ordre.

Jérôme Besnard

en augmentation de 0,2 % sur un an. Si on y ajoute les chômeurs ayant une faible activité, on passe à 5 389 000. On ne comptait que 546 600 emplois vacants au 1er trimestre 2024.

■ **Entreprises :** Le tribunal de commerce d'Orléans a validé, le 26 juillet, la reprise de la célèbre verrerie Duralex (228 salariés) par une société coopérative de production (scop) soutenue par la CFDT et l'association écologiste Robin des bois. La métropole d'Orléans rachète le site de la verrerie et la région Centre-Val-de-Loire apporte une caution bancaire.

■ **Nouvelle Calédonie :** Lâchée par son actionnaire anglo-suisse Glencore, et malgré les tentatives de soutien de l'État, l'usine de Nikel KNS (Koniambo Nickel SAS) au Nord Est de l'île, lestée d'une dette de 13,5 milliards d'euros, a annoncé le 26 juillet sa fermeture et le licenciement de la quasi totalité de ses 1 200 salariés. Des sous-traitants, employant environ 500 personnes, sont également concernés. Des repreneurs internationaux sont recherchés mais la crise politique sur l'île a perturbé les négociations.

■ **Luxe :** La chute de la consommation en Chine et son repli aux États-Unis, ainsi que les incertitudes politiques en France ont, selon le site américain

Bloomberg, fortement impacté les trois principales fortunes françaises, toutes dans le domaine de la mode et du luxe : Bernard Arnault (LVMH), Françoise Bettencourt Meyers (L'Oréal) et François-Henri Pinault (Kering).

■ **Foot :** Lors d'une rencontre Maroc-Argentine (2-1) dans le cadre des Jeux olympiques au stade Geoffroy-Guichard de Saint-Étienne (Loire) le 24 juillet, des errements dans l'arbitrage, des sifflets, des jets de projectiles et un envahissement du terrain par le public, ont semé la confusion et semé le doute sur le score.

■ **Météo :** 39 départements du sud et du sud-ouest sont en alerte canicule au début de cette semaine avec des températures attendues autour de 40 °. On craint des températures de 35 ° en région parisienne.

■ **Disparitions :** Le chanteur **Pascal Danel** (« Les neiges du Kilimandjaro ») est mort le 25 juillet à 80 ans. Le prince **Michel de Grèce**, est mort le 28 juillet, à Athènes, à l'âge de 85 ans. Petit-fils du duc de Guise orphelin, Il avait été élevé en partie avec les enfants de France par son oncle le comte de Paris Henri VI.

Kamalamania

Elle fut la caution de gauche d'un président de centre-droit ; par rapport à l'Amérique droitière, elle fait figure de repoussoir comme une Mélenchon d'outre-Atlantique ; incarnation de l'idéologie woke, Kamala Harris, promue candidate à la présidence, se cherche une caution centriste, un Joe Biden comme vice-président. L'unité du parti démocrate est à ce prix.

Car il n'y a pas eu débat. Si l'on reproche à Donald Trump une posture impériale, l'intronisation de Kamala Harris ressemble à une onction royale, l'adoption par le président en exercice de son successeur. Il fallait, dit-on, éviter que la convention du parti à Chicago le 19 août reproduise la même impression de chaos que celle de 1968. Le candidat le plus en vue, Bob Kennedy, venait d'être assassiné, et l'Amérique était en pleine guerre du Vietnam. Les Républicains l'emportèrent avec Richard Nixon.

Les Démocrates ont en effet besoin d'une nouvelle dynamique. Au-delà des options politiques et idéologiques, ils ont un problème d'image. Ce n'est pas seulement une question de jeunesse, contrairement à ce que semblent croire les nouveaux communicants de la campagne Harris. Kamala n'est pas Beyoncé. On ne lance pas une candidature à la Maison Blanche comme un « tube » de l'été. On ne passe pas impunément et sans transition de la sénilité au pop-disco sur TikTok.

« Première femme président », « première Afro-Américaine », « première Sud-Asiatique », parle-t-on du livre des records ou d'un projet politique pour le pays ? Femme, elle risque le syndrome Hillary Clinton, candidate malheureuse contre Trump en 2016 (alors qu'elle avait recueilli plus de voix au plan national) ; « afro-américaine », elle ne fait pas l'unanimité parmi les Noirs issus de l'esclavage : elle n'est née que d'un père jamaïcain, comme Barack Obama d'un père kenyan, qui l'un comme l'autre disparaissent peu après la naissance ; « sud-asiatique », Kamala Devi, d'origine indienne par sa mère, venue étudier aux États-Unis à l'âge de 19 ans, l'importante et dynamique communauté indo-américaine est plutôt versée du côté républicain telle que l'éphémère opposante à Trump aux Primaires, Nikki Haley, l'épouse du candidat à la vice-présidence choisi par Trump, J.D. Vance.

En appelle-t-elle à la communauté juive de son mari, Doug Emhoff, futur « first gentleman », et peut-être d'un vice-président potentiel comme le gouverneur de Pennsylvanie, Joshua Shapiro, celle-ci est plus divisée que jamais depuis le 7 octobre, comme l'a montré l'accueil réservé au Premier ministre Netanyahou au Congrès américain boycotté par une moitié de Démocrates.

L'élection se jouera sans doute à 60 000 voix près dans quatre ou cinq États dont la Pennsylvanie et les États industriels déshérités de la « Rusty Belt », la ceinture de rouille, autour des Grands Lacs, que Joe Biden, ami des syndicats, avait su conserver au parti démocrate. Les « cols-bleus » ne reporteront pas automatiquement leurs suffrages sur une « gauchiste californienne ».

Dominique Decherf

■ **Venezuela :** L'élection présidentielle du 28 juillet a eu lieu avec de nombreuses manœuvres d'intimidation de la part du pouvoir de Nicolás Maduro qui a annoncé, contre toute vraisemblance, sa victoire avec 51,20 % des suffrages et une participation de 59 %. L'opposant Edmundo Gonzalez Urrutia est crédité de seulement 44,2 %. Le président du comité électoral a déclaré ce résultat « irréversible » bien avant que les dépouillements aient été terminés.

LA NATION FRANÇAISE

directeur de la publication : Frédéric Aimard
Édité par Spfc-Acip, 60, rue de Fontenay.
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre
TVA intracommunautaire FR21418382149 - **ISSN 2967-2988** - Imprimé par nos soins.
Abonnement 1 an = **20 euros** à l'ordre de **Spfc-Acip.**

Paiement par carte bancaire :
https://buy.stripe.com/28o3eq3Re7RSc3C000

Merci de signaler par mail, votre réabonnement
Paiement par virement. Rib sur demande. frederic.aimard@gmail.com

■ **Église :** Le pape François se rendra en visite officielle au Luxembourg le 26 septembre.

■ **Informatique :** La start-up israélo-américaine Wiz, spécialisée dans la cybersécurité, a refusé l'offre d'achat de 23 milliards de dollars faite par Alphabet, maison-mère de Google.

■ **Pays-Bas :** Un tribunal a rejeté en référé, le 24 juillet, le recours de l'allemand TKMS contre le choix de l'armateur français Naval Group par le gouvernement néerlandais pour construire 4 sous-marins militaires Barracuda.

■ **Allemagne :** La police a fermé, le 24 juillet, le centre islamique de Hambourg et une cinquantaine de centres chiites qui lui sont affiliés et sont accusés de liens avec le régime iranien et le Hezbollah.

■ **Colombie :** Le président Gustavo Petro a promulgué, le 22 juillet, une loi abolissant les corridas à partir de 2027. La Colombie rejoint ainsi l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Guatemala et l'Uruguay.

■ **Dette :** Selon un communiqué du 22 juillet publié par Eurostat : « Les ratios les plus élevés de la dette publique par rapport au PIB dans l'Union européenne à la fin du premier trimestre 2024 ont été enregistrés en Grèce (159,8 %), en Italie (137,7 %), en France (110,8 %), en Espagne (108,9 %), en Belgique (108,2 %) et au Portugal (100,4 %), et les plus faibles en Bulgarie (22,6 %), en Estonie (23,6 %) et au Luxembourg (27,2 %).

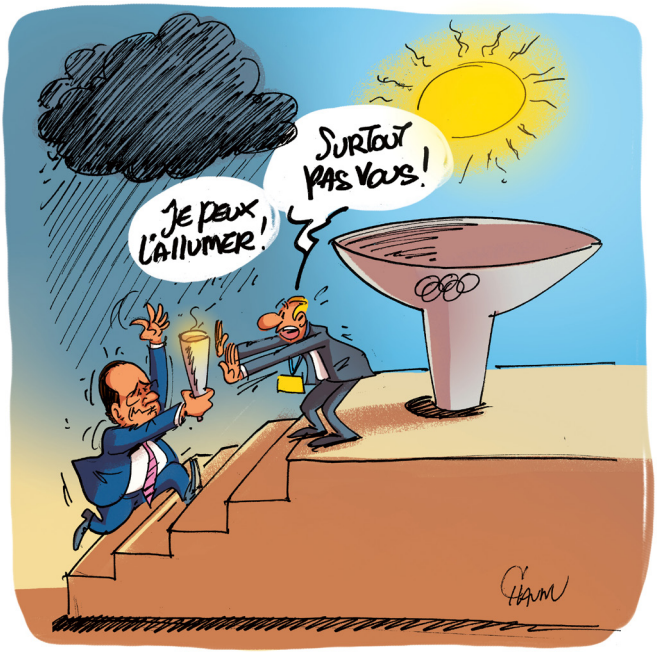
■ **Démographie :** Selon un communiqué du 11 juillet publié par Eurostat le nombre des décès en Union européenne a dépassé celui des naissances de 1 174 000 en 2023.

■ **Gaza :** Au lendemain du discours de Benjamin Netanyahou devant le Congrès américain le 24 juillet, aucun nouvel espoir de libération des 111 otages israéliens détenus par le Hamas n'est apparu. Cinq cadavres d'otages ont été retrouvés par un commando israélien à Khan Younes dans le sud de la bande de Gaza.

■ **Israël :** 13 jeunes Druzes ont été tués, et 20 blessés, le 27 juillet, par un tir de roquette venu du Liban sur un terrain de foot dans le village de Majdal Shams sur le plateau du Golan. L'armée israélienne a annoncé une riposte sévère contre le Hezbollah.

■ **Mali :** Les rebelles touaregs (combattants de l'Azawad, CSP-DPA) ont annoncé le 27 juillet avoir chassé les troupes gouvernementales (Famas) et la milice russe Wagner de la partie malienne des villes jumelles de Tinzaouatene, à la frontière avec l'Algérie. Il y aurait de nombreux morts et ils ont fait des prisonniers.

■ **Californie :** Un gigantesque incendie a démarré dans le nord de l'État le 24 juillet.



Ma vie mon œuvre... (extraits)

par Frédéric Aimard

La plupart des lecteurs de ce bulletin, me connaissent bien. Cependant, mon témoignage après la mort de Patrice Le Roué, publié ici la semaine dernière, a suscité quelques curiosités. Je profite de cette période estivale relativement creuse pour raconter un peu de ma propre vie, notamment en rapport avec l'hebdomadaire *France Catholique*, qui a été mon occupation professionnelle unique de 1990 à 2019, donc une petite trentaine d'années.

J'étais, au lycée Lakanal à Sceaux, de la troisième à la terminale, un élève moyennement doué, moyennement travailleur, bavard, un peu perturbé, un peu perturbateur, mais bon camarade, avec des sursauts d'énergie pour se maintenir à niveau, délégué de classe… On était aux lendemains de mai 1968. La discipline de cet immense lycée-caserne de garçons – nous n'accueillîmes quelques premières filles que lors de ma terminale – s'était relâchée. L'habitude, nouvelle, de se mettre en grève pour un oui ou un non et l'habitude, plus ancienne, de chahuter certains professeurs ne me déplaisaient pas.

Notre professeur de Lettres classiques était José Lupin, l'ami de Brasillach. mais aussi de Paul Guth et de Senghor… Cela me valut de lire *Notre avant-guerre* très jeune… Certaines années, il se faisait régulièrement chahuter, d'autres moins ou pas du tout. 1969-1970 fut une année moyenne. Comme certains de nos prédécesseurs, nous éditions le petit journal de classe satirique *Le Lupinodrome,* ce fut mon premier bulletin avec des abonnés. Il y avait, pour alimenter les chroniques et assurer la promotion du journal, des farces à faire, que certains grands frères de quelques élèves de la classe nous avaient transmises, comme mettre de la colle dans la serrure pour retarder l'ouverture de la classe, ou accrocher un chapelet de pétards qui allaient éclater au fur et à mesure sous une fenêtre à l'extérieur… Il y avait d'autres guignolades plus dans l'air du temps, qui ne visaient pas que le malheureux Lupin. L'une d'elles consistait, grâce à un passe que l'on s'était procuré avec la complicité d'un pion, à réorganiser la classe avant l'arrivée du professeur. Le bureau professoral était descendu de son estrade (ainsi le voulait l'esprit « révolutionnaire » du temps), ou bien carrément mis au milieu de la classe avec les bureaux des élèves tout autour… Certains professeurs se laissaient faire, voire encourageaient cette remise en cause de la verticalité de la transmission du savoir, d'autres appelaient le surveillant général ou allaient s'enfermer dans la salle des profs, comme José Lupin, en attendant que les choses reviennent dans l'ordre et que les sanctions pleuvent.

Tout cela n'avait rien d'original en cette année post-68. Dans une paroisse du coin, que je fréquenterai assidûment beaucoup plus tard, on me racontera que l'autel principal avait ainsi, exactement à la même époque, voyagé du fond de l'église jusqu'au milieu du chœur, avec des chaises derrière alors que la mode était pourtant venue de célébrer face au peuple, puis à mi-chemin dans la nef avec des chaises disposées en ovale (ellipse que j'ai retrouvée institutionnalisée plus tard dans l'église St-François de Molitor dans le XVI^{e} arrondissement de Paris, fruit de discussions entre l'architecte Jean-Marie Duthilleul et Mgr Lustiger…) et qu'un jeune vicaire avait même proposé de le mettre face à la porte d'entrée dans un souci louable de toucher le peuple extérieur… Ce prêtre devint, quelques décennies plus tard, un spécialiste du rite tridentin, mais c'est une autre histoire.

Si José Lupin n'avait rien renié de ses opinions fascistes (prononcer fassistes), notre professeur principale, professeur d'Histoire, Madame Hass, était une militante communiste reconnue. Son fils parfaisait même sa formation de musicien en Union soviétique, c'est dire. Je l'aimais bien. Elle habitait la même résidence que nous. À chaque élection, mes parents, gaullistes, participaient au dépouillement des bulletins de vote dans le même bureau qu'elle. Une année, il manquait une enveloppe et on dut recompter les bulletins. J'étais là, bien que la majorité électorale n'était alors qu'à 21 ans, et j'eus l'impression que Mme Hass me soupçonnait… Mais elle n'en laissa rien paraître. Nos professeurs avaient donc des opinions éclectiques et pourtant ils siégeaient dans les mêmes conseils de classe. Beaucoup de silence sans doute, de la tolérance plus qu'aujourd'hui, de la bonne éducation comme cela n'existe plus.

En seconde, je m'éveillais plus sérieusement à la politique. Mon professeur d'Histoire, Monsieur Gautier, qui avait la fierté d'enseigner également à Science-Po, aimait bien que ses élèves eussent des opinions divergentes, à condition que celles-ci fussent étayées par de bonnes lectures. Je ne sais pas ce que j'avais fait pour motiver son conseil, mais il me dit un jour : *« Aimard, vous qui êtes un peu facho, vous devriez lire* Les réprouvés *de Ernst von Salomon ».* Ce que je fis, avec délices. Peut-être avait-il remarqué que je trimballais dans mon cartable les œuvres de Céline éditées en Livre de poche ? Toujours est-il qu'un peu plus tard, ayant peut-être révisé son jugement sur mes convictions d'ailleurs flottantes, il m'engagea à m'intéresser à ceux qu'un jeune historien venait de caractériser comme ayant été les *« anticonformistes des années trente »* : Jean de Fabrègues, Jean-Pierre Maxence, Daniel-Rops… À l'époque il n'y avait pas Wikipedia et on se documentait en tâtonnant. C'est ainsi que, ayant appris que le journal de Fabrègues, *La France Catholique-Ecclésia* existait encore, je décidai d'en acheter un numéro. J'allais à la maison de la presse de la rue Houdan à Sceaux et on m'orienta au fond de la boutique vers un meuble à tiroirs où des journaux politiques étaient rangés par catégories. *France*

Catholique côtoyait *Rivarol, Aspects de la France, Minute*… J'achetais le numéro de la semaine. De grand format, avec des articles compacts et bourrés de références, ce journal – le premier journal politique que j'achetais de toute ma vie – ne m'enthousiasma pas. J'en achetais quelques numéros les semaines suivantes puis, constatant que je n'arrivais à en lire que peu d'articles je laissais tomber…

Entre-temps j'avais découvert au lycée qu'une réunion était organisée dans une classe – serait-ce pensable aujourd'hui ? –, par des royalistes… Je m'y rendis. Nous étions une vingtaine il me semble. L'organisateur s'appelait Bernard Lensel. Nous sympathisâmes. Je me souvins qu'en fait j'étais royaliste depuis longtemps. Au moins depuis certaines vacances de Pâques passées à Feurs (Loire) dans l'appartement d'une grand-tante, face à la chapelle expiatoire commémorant les victimes de la Terreur… Je devais avoir 9-10 ans. Avec mon frère, nous jouions sur ses marches, avec des épées de bois et prenions la défense des innocents promis à la guillotine…

Bernard m'entraîna dans un club de boxe française à la cité universitaire d'Antony. Le seul sport que j'ai jamais pratiqué, sans grand talent mais avec ténacité durant quelques années, et ce fut l'occasion pour moi d'éditer mon premier bulletin avec abonnés et numéro de commission paritaire de la presse : *Le Petit Boxeur français illustré*, dont le directeur et l'illustrateur était notre professeur Jean-Marie Rousseau…

C'est dans ce club sympathique, très ouvert et très social, au sein d'une cité universitaire alors presque entièrement livrée aux guerres intestines entre trotskistes, maoïstes, pro-palestiniens, indépendantistes antillais, tous marxistes, que je découvris un petit groupe de royalistes dynamiques et studieux qui, un jour, m'annoncèrent la naissance, par scission, d'une Nouvelle Action Française, alors que je ne connaissais à peu près rien de l'ancienne. Et je fus rapidement de l'aventure. C'est ainsi qu'au lycée, je pus faire venir dans le « grand foyer », l'un des orateurs de la NAF : Gérard Leclerc. La réunion fut un succès, salle comble (peut-être 150 personnes), débats passionnés dont Gérard, qui n'avait pas encore trente ans, mais très habitué aux débats contradictoires, se tira admirablement, plus gauchiste que les gauchistes dans la chevelure et le vocabulaire, mais tenant d'une *« monarchie populaire »*. Un des slogans royalistes du moment (on le peignait sur les murs) était : *« Monarchie = anarchie + un »* (j'ignorais que la citation venait de Charles Maurras, dont je n'avais pas lu encore une seule ligne). Durant six mois, la section royaliste du lycée compta plus de cinquante membres et associés. Cela ne fut qu'un feu de paille. L'année suivante nous n'étions plus que 5 ou 6. Mais je n'ai plus tellement lâché les basques de Gérard depuis…

Je saute quelques épisodes puisque j'en ai raconté une partie en rendant hommage à Patrice Le Roué. À la fin des années quatre-vingt, notre imprimerie bat de l'aile. Dans le quartier de la Bourse où nous étions installés, nos clients décident de fermer leurs sièges sociaux et d'aller en banlieue (ils le regretteront)… La NAF, qui avait présenté un candidat à l'élection présidentielle de 1974 (1), malgré de beaux efforts, n'avait pas su rebondir et végétait à mes yeux. Je décidai d'aller voir ailleurs.

Après un épisode, comme salarié chez un de mes clients, publicitaire, j'apprends qu'une nouvelle équipe se constitue à *France Catholique* et qu'on cherche un secrétaire de rédaction, un travail que je sais faire. Gérard Leclerc est un des éditorialistes du journal, en même temps qu'il est responsable de la page Éducation au *Quotidien de Paris.* Je suis ses articles de près depuis toujours.

France Catho est en difficulté. *Famille Chrétienne,* un concurrent, plus moderne dans la forme et plus dynamique, lui bloque l'accès à un public de familles catholiques plus jeunes. *Famille Chrétienne,* inspiré du journal italien *Famiglia Cristiana*, a été créé avec le soutien de patrons nantais. Après un lancement à l'américaine en 1978 avec des panneaux publicitaires dans toute la France, ce concurrent est presque en faillite, mais il a été repris en main par un homme politique, ancien ministre de Giscard d'Estaing, Rémy Montagne qui, apparenté à la famille Michelin, dispose à la fois d'une fortune respectable et de bons principes de gestion. Il avait proposé à Robert Masson de s'occuper de *France Catholique*. Celui-ci avait hésité. Il le regrettera. Dans son bréviaire, Robert Masson gardait un *Mémento* distribué aux obsèques de Rémy Montagne en 1993.

Dans les années quatre-vingt, les grands-parents catholiques de droite restent abonnés à *France Catholique*, mais les jeunes couples lisent *Famille Chrétienne,* ne serait-ce que pour son excellent cahier de programmes télé et cinéma, qui a évincé, dans des conditions qui resteraient à écrire, le journal *Roc* de Pierre et Violette d'André et de leur fille Marie-Christine…

À *France Catholique*, la gestion semble avoir été quelque peu laxiste. Michel Denis, me confiera un jour : *« C'était l'armée mexicaine, j'étais secrétaire-général de la rédaction, tout le monde était général »*. Les salaires allaient avec, pour certains du moins, la rédaction était logée dans un magnifique petit hôtel particulier non loin de la tour Eiffel… Il y avait des injustices, des petits complots, des promotions difficiles à expliquer comme celle de la journaliste théologienne Gwendoline Jarczyk, spécialiste de Maître Heckart, mais aussi de Hegel et plutôt marxiste. Le père René Laurentin, dont elle avait plus ou moins, selon lui, pris la place, ou le père Bernard Bro, le bouillant dominicain orateur de Carême à Notre-Dame et responsable des homélies radiodiffusées, ne se l'expliquaient pas.

Pour revenir à la décennie précédente, Michel Denis, alors rédacteur en chef adjoint, avait été un jour (en 1974 ?) évincé par l'association propriétaire. Ce fut la chance de sa vie. Comme les choses n'avaient pas été faites dans les normes, il toucha une grosse indemnité. Et il devint, un peu plus tard, l'un des premiers rédacteurs en chef de *Famille Chrétienne*… Le mouvement d'Action catholique général des hommes (ACGF), héritier de la Fédération nationale catholique du général de Castelneau et de Jean Lecour Grandmaison, connaissait sa crise d'après 68. Il

deviendra (en 1976) Vivre Ensemble l'Evangile Aujourd'hui (VEA). La réputation institutionnelle, voire réactionnaire, du journal en gênait certains qui auraient voulu le « rajeunir ». Et pourtant Fabrègues était très loin d'être le « réactionnaire guindé » que certains pouvaient imaginer et il s'entendait bien avec le mouvement. Converti à l'Europe, plus proche de Marc Sangnier (qui avait été son parrain) que de Maurras (dont il avait été le secrétaire) – il a écrit sur chacun un livre qu'on aurait tort de ne pas relire – il avait fait de son journal une référence théologique, un soutien sans faille des papes Jean XXIII et Paul VI…, le lieu d'expression de toute l'intelligence catholique – on ne citera que le Père Louis Bouyer ou le cardinal Daniélou. Fabrègues s'effaça un peu tout en restant très présent.

Après une période de transition avec Louis-Henri Parias puis Luc Baresta, VEA embaucha Robert Masson comme directeur du journal. Il venait du monde chrétien rural, avait été rédacteur en chef du journal *Panorama,* était passé par les Œuvres pontificales missionnaires. Un profil éloigné de la droite monarchiste incarnée par Castelnau, Lecour Grandmaison, Fabrègues, Parias, ou du très maurrassien et très catholique Georges Daix, l'une des chevilles ouvrières du supplément à grand tirage *France-Monde catholique.*

Sous l'égide de Robert Masson, le journal fut vivant et intéressant. L'ancien rédacteur en chef de la revue *Esprit,* Jean-Marie Domenach, disciple de Mounier, son vieux complice catholique social René Pucheu, venue de *Vie Nouvelle*, le théologien orthodoxe Olivier Clément, la théologienne protestante France Quéré, puis Pierre Chaunu, le véritable génie scientifique et philosophique Aimé Michel ouvrent, en alternance, des perspectives renouvelées. La présentation a été simplifiée. La couleur arrive progressivement. Le journal a été, grâce à Irina Alberti, directrice de *La Pensée russe*, et au professeur Yves Hamant, l'un des premiers médias occidentaux à parler de Soljénitsyne et de *L'Archipel du Goulag.* La défense des dissidents soviétiques devient une part importante de son « fonds de commerce » réveillant le vieil anticommunisme de son public et y ajoutant une dimension chrétienne œcuménique. Avec Jean-Paul II, le pape venu de l'Est, élu en 1978, c'est peu dire que *France Catho* était dans l'air du temps. Robert Masson est un orateur prenant et, avec sa femme Lucienne, il conduisit des pèlerinages et des sessions qui marquèrent leurs participants. Il était en parfaite osmose avec son public.

Le coup de Trafalgar pour *France Catholique* fut pourtant sans doute politique, avec, en 1981, l'appel du poète gaulliste Pierre Emmanuel, qui occupait chaque semaine la dernière page du journal, à voter François Mitterrand. Fabrègues et Gérard Leclerc ne pensaient pas autrement, tant le giscardisme et son *« libéralisme avancé »* avait lassé. Mais pour une part importante du public, c'était trop.

Dix ans plus tard le journal avait beaucoup perdu de sa superbe. Il n'occupait plus qu'une « niche » intellectuelle à côté de *Famille Chrétienne* qui avait su conquérir, morceau par morceau, le public des communautés nouvelles, dont *France Catho* avait pourtant également accompagné l'essor dès 1970.

Bref, j'arrive comme secrétaire de rédaction alors que Guillaume Tabard, très jeune et prometteur journaliste, a été désigné pour prendre la suite de Robert Masson. C'était un traquenard. On le racontera plus tard ou pas du tout. Quelques années après, je suis toujours secrétaire de rédaction, avec Gérard Leclerc qui est toujours à l'éditorial hebdomadaire, puis en faisant venir Patrice Le Roué, remplacé plus tard par Philippe Delorme. On a beau travailler d'arrache-pied, les courbes d'abonnements sont à la baisse. Un jour, en 1998, la propriétaire du journal (ancienne secrétaire de Robert Masson qui a acheté le journal à VEA car le mouvement souhaitait se débarrasser d'un média dans lequel il ne se reconnaissait plus et qui ne rapportait plus d'argent), me le revend en désespoir de cause. Je reçois des soutiens décisifs, notamment des Pères Bernard Bro, Michel Gitton, François de Vorges, ainsi que d'Hervé-Marie Catta et de Christine du Coudray (AED). Les lecteurs se mobilisent. La loi « Tepa » voulue par Nicolas Sarkozy pour relancer les créations d'entreprises tombe au bon moment. Nous ferons une dizaine d'augmentations de capital. Il y a des embûches, des épreuves. Et toutes ne sont pas le fruit de mauvaises volontés. Parfois c'est le contraire. Avec le recul on se rend compte que c'était les meilleures années de sa vie. Parmi les anciens rédacteurs en chef, Luc Baresta, un grand converti du Chemin néocatéchuménal, m'avait dit cette phrase magnifique que j'ai pu vérifier dix fois : *« Il y a à* France Catholique *une grâce particulière qui fait que ce journal ne fait pas perdre la foi à ses collaborateurs… »* Ne serait-ce pas le cas de tous les journaux catholiques ? Eh bien non...

Le journal, sous ma direction, tiendra, vaille que vaille et pauvrement, un peu plus de vingt ans. Toujours avec Gérard Leclerc. Fidélité à la Tradition, ouverture à la nouveauté, trop grande attention sans doute aux succès du moment, aux grandes figures de la Nouvelle Évangélisation, dont tant font désormais scandale...

L'heure de la retraite s'approche pour moi. Je ne veux pas laisser une situation chaotique. Je pense avoir trouvé un repreneur jeune et dynamique. Mon équipe est réticente. Nos efforts considérables, nos combats, nos sacrifices, ne vont-ils pas être réduits à néant par des gens trop dépourvus d'expérience, trop dispersés ?

Je reçois un appel téléphonique : *« Bonjour, je suis Vincent Bolloré, il paraît que vous voulez vendre* France Catholique*... »* Tristan Villemain et Aymeric Pourbaix ont pris contact avec moi… Aujourd'hui, grâce sans doute à l'émission sur CNews *« En quête d'Esprit »* animée par Aymeric Pourbaix, qui est également présent sur Europe 1, *France Catholique* a triplé son nombre d'abonnés en trois ans et s'est « réinstitutionnalisé ». C'est pour moi une satisfaction. Restons lucides. Le chemin aurait pu être moins arides. On a manqué d'espérance plus d'une fois. Mais on s'en est sortis, plutôt par le haut. Enfin j'espère. À la grâce de Dieu. Ne le dites pas à l'Arcom... ■

Si on veut lire des souvenirs militants un peu plus sérieux, on se reportera à https://www.bertrand-renouvin.fr/comme-on-peut-se-tromper-souvenirs-fragmentaires/